



Déclaration de la Fédération Syndicale Unitaire au Comité Social d'Administration de l'Académie de Dijon

Session de repli du vendredi 2 février 2024

Monsieur le Recteur, mesdames et messieurs les membres du CSA-A

Le CSA du jour est consacré à la préparation de la rentrée 2024. Le 1^{er} degré est fortement touché avec 98 ETP supprimés et le 2nd degré aussi avec 60 ETP en moins principalement dans les lycées généraux et technologiques. C'est pour cela que nous avons boycotté le CSA prévu le 25 janvier et que nous avons manifesté en nombre hier dans toute l'académie.

Cette année encore, une occasion a été ratée : c'est bien de moyens supplémentaires dont l'école publique a besoin pour assurer les remplacements, abaisser les effectifs de toutes les classes, améliorer le fonctionnement de l'école inclusive et reconstituer tous les RASED dans le 1^{er} degré, bref, remplir une réelle mission de service public d'Éducation nationale.

Quelques semaines après la nomination de notre nouvelle ministre de tutelle, nous tenons à exprimer notre colère face au mépris de ce gouvernement. En termes de mépris, noyer l'Éducation Nationale dans un super-ministère "de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse, des sports et des jeux olympiques et paralympiques"... c'était déjà beaucoup ! Mais depuis sa prise de fonctions, Madame la ministre a multiplié les mensonges, les provocations et les propos méprisants envers l'École publique, les personnels et les organisations syndicales.

C'est maintenant trop ! Alors que les professeur-es sont 2 fois moins absent-es que dans le secteur privé, la FSU rappelle que le remplacement est de la responsabilité de l'institution et que ce n'est pas aux professeur-es en poste d'assumer en plus, dans un quotidien très chargé, les conséquences de l'incurie gouvernementale.

La FSU rappelle à toutes fins utiles, que l'uniforme ne fait pas revenir de remplaçant-es : l'École publique va encore faire l'objet cette année de restrictions alors même que les élèves ont besoin de personnels formés et stables face à eux. La généralisation du SNU annoncée pour la rentrée 2024 avec un coût de 2 milliards d'euros n'est pas la réponse aux besoins de l'Éducation nationale. Le "réarmement" n'entre pas dans le champ des valeurs de l'école.

Dans le 1^{er} degré, dans notre académie avec la baisse démographique, il y avait à nouveau cette année une opportunité d'abaisser les effectifs de toutes les classes, créer les postes dont les écoles ont besoin pour mieux fonctionner (RASED, remplaçant-es, plus de maîtres-ses que de classes) mais le ministre éclair Attal n'en a rien fait. Pire, il reporte sur le budget 2025 le schéma d'emplois complémentaire de 1 058 ETP, ce qui nourrit les inquiétudes sur les conditions de préparation de la rentrée 2025. Suite à notre questionnement lors du GT du CSA-A du 22 janvier, nous avons été atterré-es d'apprendre que les PES stagiaires à temps plein à qui vous imposez de travailler plus que leurs heures de services n'obtiendraient aucune compensation. Quelle injustice ! Non seulement le rectorat ne respecte pas un décret et un arrêté mais en plus, il interdit aux DASEN de proposer le rattrapage de ces heures de "bénévolat obligatoire". La formation continue est, elle, un champ de ruines. Voilà des exemples d'impact du non remplacement !

Dans le 2nd degré, les annonces de notre ancien ministre, Gabriel Attal, notamment les regroupements de niveaux en français et mathématiques sont un recul majeur sur ce que devrait être l'école, sur ce qu'elle devrait transmettre et comment elle devrait le transmettre ! Mais de plus les désorganisations et tensions vont être nombreuses quant aux mises en œuvre concrètes dans les établissements, mais de ça le ministère n'en a que faire et en profitera pour rejeter la faute sur les personnels. Et pendant ce temps-là vous en profitez pour supprimer de manière particulièrement scandaleuse des heures de cours aux élèves de 6^{ème} et de 6^{ème} Segpa, élèves qui ont le plus besoin

d'un encadrement de qualité. Vous allez impacter de nombreux postes en particulier pour les enseignant·es de technologie qui intervenaient dans le cadre du dispositif de soutien / approfondissement en 6^{ème} (supprimé lui aussi) pour compléter leur service après la disparition de la technologie en 6^{ème} à la rentrée 2023.

La FSU demande l'annulation immédiate des suppressions de postes. Les mesures du "choc des savoirs" visent au parachèvement d'une école du tri social, rompant avec les consensus scientifiques pour marteler des mesures rétrogrades et loin des enjeux de l'école publique d'aujourd'hui. Le redoublement, les regroupements de niveaux, l'expérimentation de l'uniforme, et sa probable généralisation annoncée pour 2026, sont le signe d'un projet d'École passéiste et conservateur.

Quant à la Marseillaise à l'école, nos gouvernant·es connaissent-ils·elles seulement les programmes ? En transformant en profondeur l'entièreté des programmes à commencer par ceux de mathématiques et de français dès la rentrée 2024 de la petite section au CE2, en labellisant les manuels et en généralisant les évaluations nationales standardisées à toutes les classes du CP à la seconde, c'est au renforcement de la mise sous tutelle du métier d'enseignant·e au profit de cette école inégalitaire qu'il s'emploie.

Autant de mesures qui sont des entraves sans précédent envers la liberté pédagogique. Les injonctions, toujours plus fortes, vont accroître la perte de sens du métier enseignant·e. En parallèle, la formation continue est un champ de ruines. Instrumentalisée pour répondre aux injonctions ministérielles, variable d'ajustement pour le remplacement, elle n'est plus un outil aux mains des personnels pour accroître leur professionnalité au service des élèves.

Quant à la crise de l'attractivité, rien ne la réglera tant que la question des salaires et des conditions de travail ne seront pas réglées. Si la question des carrières doit avancer, c'est pour permettre de reconnaître le travail de tous les personnels et non, comme on le perçoit, pour revenir sur la question du mérite. La FSU qui manifestait hier demande l'augmentation immédiate de 10% du point d'indice comme 1^{ère} étape urgente d'une réelle et véritable politique de revalorisation de nos métiers.

Le mérite comme les mesures indemnitaires liées à une charge de travail supplémentaire viennent toujours accentuer les inégalités salariales entre les femmes et les hommes. A ce titre, le pacte doit d'ailleurs être supprimé. Le milliard d'euros qui le finance trouvera bien d'autres utilisations !

L'Éducation Nationale n'a pas besoin d'inégalités supplémentaires. La question du mérite vient toujours détruire les collectifs de travail, pourtant indispensables à la réussite de tous les élèves et au bon fonctionnement du service public d'éducation. La logique du privé n'est pas celle du service public : nous ne cherchons pas à être récompensés pour avoir atteint un objectif chiffré à l'image d'un vendeur de produits. Nous avons des élèves et non des clients. Des élèves à qui nous enseignons pour que toutes et tous, grâce au travail collectif de tous les personnels du service public, puissent prétendre à un avenir meilleur. C'est cette mission qui a été méprisée, disqualifiée et qu'il faut aujourd'hui revaloriser.

Par leur déconnexion avec la réalité et l'ampleur des difficultés que doit surmonter l'École publique, par leurs réponses hors-sol et leurs mensonges, Amélie Oudéa Castéra, Emmanuel Macron et Gabriel Attal ont provoqué une immense colère chez les personnels. Mais cela a aussi conduit à l'expression forte de l'attachement de la profession au Service public d'Éducation nationale et leur fierté de la faire vivre au quotidien. Nous faisons l'École et plus particulièrement cette École publique qui ne trie pas les élèves, les scolarise toutes et tous, contribue à leur émancipation par les savoirs et à les faire grandir comme citoyennes et citoyens. C'est sa force et son ambition.

Ces choix sont à l'opposé du projet que porte la FSU, un projet émancipateur et démocratisant pour l'école. Un projet ambitieux qui nécessite des moyens et la volonté d'une école de la réussite pour toutes et tous, quelle que soit l'origine sociale.

Et c'est ce que nous avons montré le 1er février avec les autres organisations syndicales : pour un service public d'Éducation de qualité !